

P. A. ARGYROPOULO

ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRÈCE

La Question
Gréco-Bulgare

rdc

ÉDITIONS
DE LA REVUE DU CAIRE

1944

6184
10/4

SMANOCILLO
EGARLO



LA QUESTION GRÉCO-BULGARE.

Le conflit qui nous affronte avec nos voisins du Nord-Est, dont j'aurai à exposer la nature et le développement, offre un intérêt régional, national grec, mais sa solution, et tout conflit réclame sa solution objective, intéresse non seulement la Grèce et sa sécurité, mais la sécurité des Balkans et aussi celle du Proche-Orient.

J'exposerai donc les éléments du conflit entre Grecs et Bulgares et la solution que ce conflit comporte si l'on veut stabiliser la situation dans les Balkans, et en éclaircir l'atmosphère dans la mesure du possible, et avec le temps. On verra, au cours de cet exposé, que le débat s'élargira, en effet, au delà des limites d'un conflit qui met en présence Grecs et Bulgares, deux peuples balkaniques, et qu'il est de telle nature qu'il doit être résolu au nom de l'intérêt général.

A ce titre mon exposé retiendra davantage, je l'espère, l'attention. Et si l'on est soucieux de voir la paix de demain stabilisée, il faut chercher les éléments de cette paix dans les causes du conflit, dont l'une des principales est la mentalité et aussi la façon d'agir des adversaires en présence, qui contribueront à consolider la paix ou à la troubler une fois encore selon que le choix se portera sur les Grecs ou sur les Bulgares en établissant les conditions de la paix de demain. Je suis certain qu'entre les Bulgares et nous, c'est nous qui serons choisis, car j'aurais pu donner en sous-titre à cet exposé « les Prussiens des Balkans », en désignant par là les Bulgares, dont la mentalité comme celle des Prussiens de Berlin est particulièrement inquiétante et dont il faudra tenir

compte au premier chef dans les solutions à donner à tous les conflits balkaniques et par conséquent au conflit gréco-bulgare.

Je ne prendrai pas ce conflit à ses origines, et dans son développement historique : ce serait refaire l'histoire de plusieurs siècles ; mais ce conflit tel qu'il se situe dans le cadre du passé le plus proche. Je le réduirai à l'exposé des questions principales qui ont été soulevées entre les deux nations, au cours de ces dernières années, du problème tel qu'il se présentait avant l'agression bulgare de 1941 et tel qu'il se pose aujourd'hui.

J'ai donc à exposer un triple conflit :

1° Un problème des *minorités* et d'échange de populations, qui avait été résolu et sur lequel on s'efforce de revenir ;

2° Un problème *politique* : ce que les stipulations des Traités de 1920 et de 1923 ont arrêté en ce qui concerne les communications de la Bulgarie avec la mer Égée, et ce qu'elles ont négligé de faire en ce qui concerne la sécurité de la Grèce ;

3° Un conflit de *mentalité* : les conceptions et les procédés de ces Prussiens des Balkans, en opposition avec la mentalité grecque.

1. — *Problème des Minorités.*

Qu'était le problème des minorités entre la Grèce et la Bulgarie, comme l'est du reste tout problème de minorités ? C'étaient les conditions d'existence faites aux populations grecques vivant en Bulgarie, et aux populations bulgares vivant en Grèce. Ç'aurait dû être aussi la recherche de bonne foi de solutions susceptibles d'assurer une existence normale à des populations vivant sous une souveraineté étrangère. Et si, par suite de conditions et de circonstances données, ces populations ne peuvent pas vivre normalement sous cette

souveraineté, il convient de prendre les mesures qui s'imposent, c'est-à-dire organiser l'émigration pacifique de ces populations (1).

Ce problème n'a pas toujours été envisagé de la même façon par Grecs et Bulgares ; ceux-ci, sous le couvert de protéger leurs minorités à l'étranger cherchèrent, tout en réduisant les minorités allogènes sur leur propre territoire, à créer chez les autres un terrain propice soit pour réclamer l'annexion immédiate de certains territoires convoités, soit pour réaliser cette annexion en deux temps : par le noyautage de ces territoires, en obtenant qu'ils fussent placés d'abord sous la faible autorité d'une autonomie, ce qui permettrait ensuite un coup de main pour créer le fait accompli. Ce n'est pas sans raison que je prendrai ce conflit, qui dure depuis 70 années, à son origine, car il nous montrera que la politique de violence dont souffre aujourd'hui mon pays sous l'occupation bulgare est le fait d'une mentalité spéciale qui a ses racines profondes dans le passé. Les épisodes que je relaterai un peu longuement prouvent que nous ne nous trouvons pas devant des faits nouveaux et isolés, devant une leçon apprise seulement à l'école nazie, mais devant une tradition qui s'est maintenue dans le cœur des Bulgares qui torturent aujourd'hui mon pays comme ils torturaient, il y a une quarantaine d'années, les populations macédoniennes qui leur résistaient, irréductibles dans la défense de leur droit national.

(1) C'est la solution que, vainqueurs des Turcs en 1913 et des Bulgares en 1920, nous avons offerte aux uns et aux autres ; la solution qui a été généralisée entre Turcs et nous à Lausanne après notre défaite d'Asie-Mineure ; c'est la solution que préconise en dernière analyse M. Bénès dans sa brochure *Small and great Nations* en ce qui concerne les minorités allemandes et hongroises de Tchécoslovaquie. M. Bénès, par ailleurs, fait remarquer (p. 17) qu'on peut accorder aux minorités l'égalité de droits mais non des « privilèges » et que la protection internationale des minorités a échoué, car elle désagrège les États.

*
* *

Le conflit s'est élevé d'abord en Bulgarie même où vivait une minorité grecque de près de 400.000 âmes. Il s'est poursuivi en Macédoine et en Thrace encore sous la domination ottomane et où se trouvaient Grecs, Serbes, Bulgares et Turcs. Il a été soulevé en Bulgarie par les pogroms contre les Grecs en 1906 : 80.000 Grecs furent alors chassés de Bulgarie. Il a été soulevé surtout en Macédoine par suite de l'action des Comités révolutionnaires bulgares entre 1902 et 1908. Il a été réveillé aujourd'hui par l'occupation bulgare de territoire grecs.

Lorsque le traité de Berlin en 1878 eut constitué la Principauté bulgare et la Province autonome de Roumélie orientale, près de 400.000 Grecs passèrent ainsi sous la domination bulgare, ainsi que 600.000 Musulmans.

La Minorité grecque était surtout considérable en Roumélie orientale : c'est pourquoi on jugea nécessaire de ne pas l'annexer à la Principauté bulgare, et de lui donner pour Gouverneur un Grec de Constantinople, Vogorides.

Par un coup de main en 1884, la Bulgarie annexa la Roumélie orientale, et ainsi toute la minorité grecque passa sous l'autorité directe de Sofia.

A cette époque, avant comme après 1884, le Royaume de Grèce constitué en 1832 ne renfermait aucun élément bulgare. Ainsi dans les deux pays la situation n'était pas identique. Mais entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, se trouvaient, sur territoire ottoman, la Macédoine et la Thrace avec des populations grecques, serbes, bulgares et turques, où la situation était la même : des populations relevant ethniquement de chacun de ces États.

Il était inévitable que les trois voisins de la Macédoine, Grecs, Serbes et Bulgares, exerçant une force d'attraction con-

sidérable sur les populations homogènes, fissent parmi celles-ci une propagande qui durant une vingtaine d'années fut pacifique. Brusquement les deux provinces devinrent le champ clos de luttes sanglantes. La Grèce, cherchant à libérer la Crète avait été battue par les Turcs en 1897, et les Bulgares, profitant de cet affaiblissement de leur principal adversaire, estimèrent pouvoir recommencer le coup de main qui leur avait réussi en Roumélie orientale et annexer la Macédoine et la Thrace, pour y exécuter ensuite un travail de bulgarisation par pression administrative ou par des violences ainsi qu'ils l'avaient fait en Roumélie orientale en 1884, et devaient le parfaire en 1906. Des Comités révolutionnaires se constituèrent avec l'aide du Gouvernement de Sofia, qui, s'infiltrant en territoire ottoman dans les Provinces contestées, se crurent assez forts en 1902 pour tenter l'aventure.

La première année, ils pensèrent réussir car leurs adversaires, qui n'étaient pas préparés à la lutte à main armée, furent pris au dépourvu. Les Bulgares, d'autre part, pour créer l'atmosphère favorable à leurs desseins, proclamèrent au début qu'il ne s'agissait que de l'Indépendance pour tous, de donner la terre aux paysans, les libertés syndicales aux masses ouvrières des grands centres de tabac, où les ouvriers étaient en grande majorité grecs et juifs. Par ailleurs, les autorités ottomanes cherchant à maintenir l'ordre par la force, Sofia cria au massacre, et les quatre grandes Puissances intervinrent avec leur gendarmerie, ce qui affaiblit encore l'autorité centrale, et favorisa l'intensité de la lutte.

*
* *

Car la bataille des Nationalités avait commencé et les Comités durent bientôt déchanter car chacun voulait l'Indépendance nationale mais la sienne, et personne n'entendait

échanger la domination ottomane contre la domination bulgare. Les Bulgares imposèrent cependant leurs procédés : Grecs et Serbes formèrent aussi des Comités pour la défense de leurs populations, et durent à leur tour employer contre la violence des Comitadjis une façon de faire que la tactique de leurs adversaires leur imposait ; on ne pouvait opposer le maître d'école au brigand, qui venait vous égorger.

De 1903 à 1909, une lutte sanglante désola donc le pays, lutte atroce, qui rappelle avant la lettre les massacres de cette guerre — où l'on reconnaît déjà ces procédés de cruauté froidement voulue, — raffinée et sans scrupule, qui relient les Comités révolutionnaires bulgares de 1903 aux Quislings et aux tortionnaires bulgares de cette guerre en Grèce. Dans cette bataille des nationalités, Grecs et Serbes, respectueux de leurs droits réciproques, se donnèrent la main contre les violences des Comitadjis. La lutte se termina à la confusion des Bulgares qui finirent par concentrer leur action dans les régions macédoniennes voisines de la Bulgarie.

Cependant pour réagir et faire pression sur l'Hellénisme tout entier, les Bulgares essayèrent d'une diversion en Bulgarie même aux dépens des Grecs qui y étaient établis. En 1906, leurs autorités s'en prirent aux centaines de mille Grecs qui vivaient sur le territoire de la Principauté : elles organisèrent des pogroms pour chasser les Grecs par la force, ou les assimiler par la violence : 80.000 Grecs durent quitter le pays, leurs biens furent confisqués en pleine paix ; la plupart se réfugièrent en Grèce. C'est le premier flot de réfugiés qui se trouva à notre charge.

Je me suis étendu sur ces événements parce qu'ils donnent ici encore une preuve de cet esprit de dissimulation et de violence des futurs alliés des Nazis.

L'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs apaisa momentanément les conflits entre nationalités et la question minoritaire sembla prendre fin avec les guerres balkaniques de

1912-1913, le traité de Neuilly entre la Grèce et la Bulgarie en 1920 et les conventions spéciales signées postérieurement.

La question a été réglée de deux façons :

- 1° Par la violence, ou par suite des faits de guerre ;
- 2° Par Convention.

1° *Par la violence.* — J'ai déjà dit que 80.000 Grecs environ furent chassés de Bulgarie en 1906 en pleine paix.

Lorsque l'armée bulgare, vaincue dans la seconde guerre balkanique, évacua la Macédoine, des populations bulgares, qui peuvent s'élever à 120.000 âmes, suivirent l'armée dans sa retraite en Bulgarie.

D'autre part, 50.000 Grecs environ, des districts anciennement ottomans cédés à la Bulgarie, se retirèrent en Grèce. Ajoutés aux 80.000 de 1906, cela fait 130.000 Grecs environ.

Donc par suite des faits de guerre ou de violence, il y eut un premier échange de populations entre la Grèce et la Bulgarie à peu près à égalité : 120.000 Bulgares contre 130.000 Grecs.

2° *Second échange par Convention.* — Le traité de Neuilly prévoyait un échange volontaire des populations grecques et bulgares et des biens immobiliers avec indemnités.

En vertu des dispositions d'une convention spéciale 120.000 Bulgares environ quittèrent le territoire grec, et 70.000 Grecs le territoire bulgare. Au total, en additionnant les chiffres des deux migrations, nous avons 210.000 Grecs et 240.000 Bulgares qui allaient vivre désormais sous la Loi nationale après avoir émigré.

Le problème minoritaire était réglé, en fait et en droit, car il ne restait plus qu'une vingtaine de mille Grecs dispersés en Bulgarie et 75.000 à 80.000 Bulgares, les statistiques sont concordantes, — qui vivent dispersés en Grèce septentrionale au milieu d'une population d'un million d'âmes presque entièrement grecque depuis que les alliés des Bulgares,

les Nazis, ont exterminé au cours de cette guerre la malheureuse population juive de Salonique.

Le problème était donc bien résolu, il ne semblait pas qu'une question de minorité pût troubler désormais sérieusement les relations gréco-bulgares.

*
* *

Et cependant au cours de cette guerre, les Bulgares ont posé à nouveau la question minoritaire par la violence et par la ruse dans le but de légitimer des annexions territoriales.

Par la violence. — Sous le couvert de l'invasion allemande en Grèce, les Bulgares ont forcé 390.000 Grecs à quitter leurs foyers, après en avoir massacré plus de 30.000. Ils ont fait rentrer en Macédoine et en Thrace à la place des Grecs chassés et décimés les Bulgares librement échangés. Ces mesures seront sans effet à la paix, comme les déportations des populations yougoslaves, tchèques, polonaises ou françaises, mais il n'en demeure pas moins que par ces mesures, massacres, déportations, émigrations, colonisation massive, la Bulgarie, poursuivant ses rêves annexionistes, revient sur un problème résolu par des accords passés entre la Grèce et la Bulgarie, à l'avantage comme à la charge de l'une comme de l'autre.

Je ne devrais pas m'étendre ici sur cette politique de haine, qu'ont poursuivie à cette occasion les autorités d'occupation bulgare en Grèce, sur les cruautés d'un raffinement inouï dont elles ont fait preuve. Aujourd'hui tous les peuples sous la domination allemande et de ses satellites subissent ces sévices, ces humiliations, ces coupes sanglantes, ces atteintes à leur dignité, à leur fortune, à leur vie. Nous avons tous nos martyrs de la défaite, nous aurons nos accusateurs publics de la même cause, au jour du jugement des coupables.

Mais passer sous silence à l'heure actuelle ces horreurs,

c'est oublier de rendre hommage aux morts. Ils ont droit à notre souvenir constant, qui conduira nos revendications. Il est certain que les Peuples occupés auront sur les questions de réparations morales une même mentalité, qu'ils seront solidaires entre eux pour exiger les mêmes réparations, et des réparations totales. L'âme européenne sera formée demain sur la commune douleur des peuples opprimés. Au Congrès de la Paix nous aurons les mêmes solutions de problèmes identiques à réclamer. Alors il ne faudra pas l'oublier : la solidarité de nos morts devra nous unir.

Par la ruse. — Mais j'en reviens à mon exposé : Les Bulgares ne se sont pas contentés de déporter et de massacrer, pour bulgariser les territoires qu'ils veulent acquérir, mais se rendant compte que peut-être leur domination actuelle sur les terres grecques ne sera pas définitive, et que l'Allié de 1944 pourrait être battu comme en 1918, ils joignent la ruse à la violence et préparent une position de repli, l'autonomie des provinces qu'ils convoitent ; créer un État nouveau, une Macédoine avec des provinces grecques et yougoslaves, ce qui revient à dire, détacher au profit de 80.000 Bulgares qui ont librement choisi de demeurer en Grèce, 900.000 Grecs de la mère patrie pour recréer le champ clos macédonien où la violence s'exercera librement sous la menace du couteau des comités bulgares demeurés en action, comme elle s'exerça de 1902 à 1909 sous la faible administration ottomane. C'est une pure aberration. Je ne m'y serais pas arrêté si je n'avais à vous mettre en garde contre les experts balkaniques, déjà à l'œuvre et prêts à rendre des sentences en s'appuyant sur des données arbitraires. Les experts ! Trop souvent approchant pour la première fois le problème qu'ils se sont donné le devoir de traiter, ils le créent de toutes pièces, ou approchés par des intéressés habiles, ils finissent par prendre des apparences pour des réalités. Je prévois que quelque jour, on nous annoncera

doctement que les Auvergnats réclament leur autonomie avec Clermont-Ferrand pour capitale parce qu'ils parlent un patois particulier. Ou qu'il est nécessaire que le pays de Galles et la Bretagne s'unissent dans un État indépendant de l'Angleterre et de la France parce que leurs habitants ont une origine celtique. C'est avec l'arbitraire de pareilles méthodes, et la puérité de pareilles affirmations, qu'on peut mettre en jeu la sécurité des Peuples, et le Droit des Gens, troubler encore des populations qui vivent déjà difficilement dans de dures réalités, insulter aux morts, qui par leur sacrifice ont assuré l'intégrité du territoire national, et à l'histoire, qui forme l'âme des Nations.

Mais pour conclure avec quelque sérieux, on a pu se convaincre de quel côté était la violence dans ce premier conflit qui divise la Grèce et la Bulgarie et combien tenace est la Bulgarie que rien ne rebute. Et aussi comment une question minoritaire peut servir de prétexte à massacres et à conquêtes alors qu'au contraire elle peut se résoudre pacifiquement par des conventions en respectant non seulement les consciences et les biens individuels, mais aussi l'intérêt de l'État ; notre conflit peut servir à l'étude et à la solution de problèmes de même nature, ailleurs, en Europe.

2. — *Différends d'ordre politique.*

Au lendemain du traité de Neuilly de 1920 une réclamation des Bulgares demeurait pendante : les Bulgares réclamaient un débouché commercial sur la mer Égée.

D'autre part après l'agression bulgare en 1941, les massacres des Grecs, les déportations, nous réclamons nous les clés de notre maison : c'est une nécessité pour assurer la sécurité de notre territoire.

1° *Débouché commercial.* — Si vous examinez une carte des

Balkans, vous constaterez que la Bulgarie a pour ses provinces orientales un large débouché sur la mer Noire, avec ses ports de Varna et de Bourgas ; également que la Bulgarie, pour ses provinces occidentales, — comme du reste la Yougoslavie du Sud — n'a de débouché pratique que Salonique : Salonique joue dans les Balkans le rôle d'Anvers et de Rotterdam ailleurs.

Vous constaterez également : qu'entre Salonique et les Détroits, — la chaîne montagneuse du Rhodope, — qui forme la frontière gréco-bulgare, — interdit toute communication entre la Bulgarie centrale et la côte. Aucun port de la côte ne saurait pratiquement desservir la Bulgarie centrale. Celle-ci doit communiquer avec le dehors soit par l'Est, soit par l'Ouest. Sur cette côte il n'y a *jamais* eu de port de transit. Le seul port est Cavalla, qui ne peut desservir que la province même de Cavalla. Réclamer Cavalla c'est poursuivre autre chose, l'annexion de son hinterland macédonien. Aussi, pendant les guerres balkaniques, les Bulgares réclamèrent d'abord Cavalla, ensuite l'hinterland de Cavalla, — c'est-à-dire la Macédoine orientale grecque, pour que ce port leur fût de quelque utilité. En réalité ils ne voulaient pas du port, mais de l'hinterland.

Les traités de paix nous demandèrent cependant d'assurer aux Bulgares des facilités commerciales sur la mer Égée. Nous offrîmes une zone franche très vaste dans la région de Dé-déagatch, sur la frontière gréco-turque, avec des communications ferroviaires internationalisées. Nos obligations s'arrêtaient là. Cependant nous avons offert à Sofia, en plus de nos obligations, des facilités de transit dans le port même de Salonique ; seule solution pratique si les Bulgares cherchaient réellement et uniquement des facilités de transit, solution que les Yougoslaves ont acceptée.

Les Bulgares refusaient définitivement ces offres en 1925 ; notez cette date. Ils exigeaient un port sur l'Égée, aménagé

à nos frais ; ils voulaient un couloir pour communiquer avec le port, sans que cela fût aucunement spécifié dans les traités, et un couloir élargi qui se transformait purement et simplement en une annexion d'un ou deux départements grecs.

Je me figure fort bien le bon Allemand, occupant Anvers et Rotterdam et déclarant ensuite qu'il annexait tout naturellement la Belgique et la Hollande. Mais je sais aussi que le bon Suisse qui n'a pas de port, ne réclame pas Marseille avec la vallée du Rhône, ni Gênes avec le Piémont. Il s'est contenté de passer des conventions de transit, et vaque tranquillement à ses affaires. Le Bulgare préfère la méthode du bon Allemand.

Il apparaissait clairement que l'accès économique camouflait des plans de conquête. Le refus des Bulgares d'aboutir avait pour but de laisser la question pendante, pour des temps meilleurs : l'agression allemande contre la Grèce en 1941 fut l'occasion cherchée. Les Bulgares du reste étaient entrés, précisément à cette date de 1925 que je citais plus haut, en rapports plus étroits avec Berlin.

Par ailleurs — pratiquement — la non-solution du problème ne gênait pas autrement la vie économique du pays qui était assurée, — comme elle l'a toujours été — par ses ports de la mer Noire, par l'usage normal de Salonique et par ses communications ferroviaires avec la Yougoslavie. La Bulgarie pouvait attendre des jours meilleurs sans que son économie eût à en souffrir.

Mais nous, — après le rejet de nos offres par les Bulgares, — nous devons nous considérer comme déliés de l'obligation de faire des offres nouvelles. C'est du moins ce que nous manda Londres, mis au courant de l'échec des pourparlers.

Ma conclusion est celle-ci : après la guerre, la Bulgarie ne saurait réclamer aucune cession territoriale pour établir ses communications avec la mer Égée ; les ports grecs de l'Égée resteront ouverts à leur commerce. Ils n'auront qu'à

suivre l'exemple du bon Suisse, nous sommes prêts à signer toute convention de transit.

2° Et maintenant voyons la seconde question : le problème de notre sécurité, que les traités de 1920, n'ont pas assurée. Les passes menant à la Macédoine centrale et sur Salonique sont entre les mains des Bulgares.

Après l'agression dont nous avons été victimes, nous réclamons les clés de notre maison ; ce n'est pas une annexion considérable de territoires que nous demandons, mais une rectification stratégique de notre frontière.

Pour ma part, je demande que la Bulgarie rentre dans ses frontières d'avant 1912 ; c'est-à-dire d'avant les guerres balkaniques. Ces frontières furent tracées en 1877 avec le souci d'empêcher un conflit facile entre la principauté de Bulgarie et l'Empire ottoman dont on venait de détacher la Bulgarie.

Et du reste il peut paraître pour le moins étrange que la Bulgarie, vaincue pourtant deux fois en 1913 et en 1918, bien qu'ayant commis deux fois une félonie, soit sortie de ces deux guerres avec des conquêtes et, vis-à-vis de la Grèce avec des frontières stratégiques qui lui ont permis de nous attaquer en 1915 et de livrer passage aux Allemands en 1941. Nous avons droit à la sécurité territoriale et nul arrangement, — désarmement surveillé ou autre, — ne peut nous donner cette sécurité. Nous savons ce que cela a donné après l'autre guerre : une Bulgarie armée jusqu'aux dents et vindicative.

*
* *

Mais ce problème de sécurité grecque est aussi un problème de sécurité internationale par suite de l'importance stratégique de Salonique pour tout l'Orient, que la position géographique dominante de la Bulgarie accroît encore, et que l'instabilité de sa diplomatie menace constamment.

Salonique est la clé des Balkans et de l'Égée.

Je vous rappelle le rôle joué par Salonique au cours de la dernière guerre. Je vous rappelle également que le général Weygand demandait à la fin de 1939 que le dispositif commun de défense alliée fût établi et organisé d'urgence à Salonique.

Si vous considérez par ailleurs que la Bulgarie est le passage entre l'Europe Centrale et l'Anatolie, qu'elle commande par Kresna, le cœur des Balkans, Salonique et par le Rhodope, l'Égée ; par Varna et Bourgas qu'elle débouche sur la mer Noire ; et que cette formidable place d'armes fut toujours à la disposition de Vienne ; pendant l'autre guerre, à la disposition de Vienne et de Berlin, pour armer la Turquie contre les Alliés, que durant cette guerre elle est à la disposition de Berlin, pour permettre l'attaque allemande contre la Grèce et la Yougoslavie, pour intimider la Turquie ; pour faciliter l'usage de la mer Noire aux Nazis. Peut-on ne pas prendre des mesures de sécurité nécessaires en faveur de la Grèce, mais aussi dans l'intérêt de l'Europe ? Peut-on laisser cette position clé à la seule garde de la bonne foi et de la stabilité bulgare — à la garde de sa constance, — car c'est là qu'on en arrive en dernière analyse ? Or les Bulgares, depuis 70 ans n'ont eu de constant que la trahison. Ils sont, je le répète, les Prussiens des Balkans : même esprit de conquête et de mensonge dans la question minoritaire, même esprit de conquête et de mensonge dans l'accès économique sur la mer Égée, même esprit de conquête et de mensonge lorsqu'ils sont les gardiens des passes stratégiques.

3. — *Les Prussiens des Balkans.*

Les Bulgares eux-mêmes et de tout temps, depuis la fondation de la Principauté, depuis 1884 surtout, après avoir annexé la Roumélie orientale, se plaisaient à se dénommer

ainsi ; et le mot fit fortune. Il fut répété à l'envi par ceux qui avant 1914, à Londres et ailleurs, se trouvaient sous le charme de cet Empire allemand fondé par la Prusse de Bismarck, qui, par analogie, admiratifs de cette unité allemande où ils ne voyaient que la victoire d'un grand Principe, reportaient leur admiration sur la Bulgarie de Ferdinand de Cobourg, et voulaient croire que la Bulgarie mettrait l'ordre dans les Balkans, en y faisant régner la Paix et l'unité bulgare, à l'image de la Paix et de l'Unité prussienne.

Jamais nom ne fut mieux mérité ; jamais l'élève bulgare ne fut plus digne de son maître prussien ; jamais la paix prussienne ne pouvait trouver une paix plus conforme à elle-même, paix de violence et de sang, paix promise à tous, mais qui, en Allemagne comme en Bulgarie, cachait une volonté de conquêtes avec des modalités de brigandage.

1° Les Bulgares ont la mentalité prussienne de conquête ; l'espace vital presque sans limites qu'ils réclament, ce n'est pas l'accès à la mer Égée qu'ils demandent, mais une Bulgarie de l'Adriatique aux Dardanelles. « Nous avons faim de territoire, et nous avons soif de la mer » écrivait l'Outro au début de cette guerre.

2° Le mensonge nazi dans leur propagande :

Liberté promise aux peuples, en réalité pour les annexer.

Autonomie des provinces qu'ils convoitent chez les autres, sans jamais y faire rentrer aucune de leurs possessions.

Internationalisme communiste à Salonique, à Cavalla, tout en demeurant chez eux des Communistes nationaux.

3° Procédés prussiens, pour extirper de leur propre territoire toute population non bulgare, et cela en pleine paix. Je vous ai rappelé les pogroms contre les Grecs établis depuis des siècles en Bulgarie : n'est-ce pas, appliquée avec la même brutalité par les Bulgares, la politique de germanisation de la Posnanie polonaise par les Prussiens ?

4° Procédés au cours de la guerre :

Ce sont les mêmes cruautés, déjà commises au cours de la dernière guerre, et dépassées dans cette guerre-ci, sur les territoires grecs et yougoslaves occupés :

a) Mort par la faim des habitants systématiquement sous-alimentés.

b) Emprisonnement dans des conditions inhumaines.

c) Pillage des biens.

d) Mise à mort des otages.

e) Rafle des femmes et des jeunes filles pour la prostitution.

f) Travail forcé et exportation des ouvriers en Bulgarie et pour le compte de leurs Alliés.

g) Rigueurs inhumaines dans l'application des mesures administratives.

h) Enfin et surtout, émigration forcée.

Je répète le chiffre que je donnai tout à l'heure : 400.000 Grecs sur 900.000 qui habitent dans la Grèce du Nord.

Tout cela, n'est-ce pas l'enfer nazi? — Ne se croirait-on pas en Pologne, en Tchécoslovaquie et ailleurs.

5° Mentalité nazie dans leurs luttes intérieures.

En Bulgarie on ne renverse pas toujours un adversaire politique, on l'assassine. Souvenez-vous de Stamboulof et de Stambouliniski. En 1913, même politique du couteau et du revolver : les Comitadjis menacent Ferdinand lui-même et Danef de mort, s'ils acceptent l'arbitrage du Tsar entre la Serbie et la Bulgarie. Les Nazis agissent-ils différemment avec les chefs de file qui ont cessé de leur plaire, et qu'ils abattent à coups de revolver?

6° Même mentalité prussienne dans leurs manœuvres et dans leurs usages diplomatiques. Mentir pour couvrir ses véritables intentions ; trahir l'allié sans vergogne.

A. — C'est ainsi, qu'au cours de la première guerre balkanique, dès la fin de 1912, la Bulgarie cherche à établir des contacts avec les Turcs contre ses propres alliés. En

novembre 1912, elle manœuvre à Vienne contre son alliée serbe. Enfin en juin 1913, attaque brusquée contre ses deux alliés — Grec et Serbe — pour créer « le fait accompli ». C'est la manœuvre de Berlin en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne. C'est la manœuvre diplomatique de Frédéric II pour conquérir et pour garder la Silésie au cours de la guerre de Sept ans, où il changea vingt fois d'alliés et de camp.

B. — Il en fut de même en 1914-1915-1916. Le 29 juillet 1914, le Ministre de Russie Stavinsky reçoit l'assurance de la stricte neutralité bulgare. Cependant quelques jours plus tard, Stavinsky voit passer par Sofia des marins allemands pour Constantinople qui sont bientôt suivis par des unités en armes. En octobre, l'accord est passé entre la Bulgarie et la Turquie, celle-ci déjà dans le camp des Centraux.

Mais déjà aussi, — dès le mois d'août — la Bulgarie négociait sa propre entrée en guerre avec les Puissances centrales et passait un accord avec Tarnowsky, le Ministre d'Autriche-Hongrie pour faire couper les communications serbes par les comitajis bulgares. Et cependant la Bulgarie jurait toujours amitié aux Puissances de l'Entente. Mobilisant, le Bulgare explique à Londres enfin inquiet qu'il veut pouvoir défendre sa neutralité. Mais plus cynique encore avec le Russe, Radoslavof déclarait à Stavinsky :

« Nous attendons le moment propice pour entrer en guerre à vos côtés. » Et on le crut ! On lui sacrifia le Serbe, qui eût pu par une rapide offensive empêcher et la mobilisation et la concentration des troupes bulgares.

C. — Et maintenant que dire de l'attitude bulgare au cours du conflit actuel?

Vis-à-vis des Grecs? — avec lesquels, ils étaient depuis 1938 engagés dans une entente pacifique? — Ils prennent, dès les premiers jours de l'attaque italienne, — une attitude menaçante, et retiennent en Macédoine, plus de 50.000

hommes nécessaires aux opérations d'Albanie. En avril 1941, sans déclaration de guerre, ils entrent en territoire grec, et se font les gardes chiourmes des Nazis. Tout en maintenant leur Légation à Athènes, ils pillent et massacrent les Grecs comme font les Nazis dans tous les pays occupés. Et cependant, la Bulgarie étonnée proteste que la Grande-Bretagne, alliée des Grecs, et l'Amérique lui ont injustement déclaré la guerre, qu'elle était attaquée ! Et alors même qu'elle n'était pas en guerre avec Moscou.

Pas en état d'hostilités, — sinon de guerre avec Moscou ? — que pouvait-elle faire de pire contre Moscou, sans courir le risque des armes ?

a) En permettant l'occupation de son territoire et de ses ports sur la mer Noire par les Allemands, elle leur fournit une place d'armes et une base offensive contre les Soviets.

b) En occupant avec ses troupes les Balkans, elle a libéré des divisions allemandes qui furent transportées en Russie.

c) En prêtant son pavillon à des navires italiens elle leur a permis de passer les Détroits et d'entrer en mer Noire. Aussitôt arrivés à Varna et Bourgas, ces navires ont été remis aux Allemands pour faciliter leurs opérations contre les Soviets.

Et poussant l'inconscience jusqu'au cynisme, le 28 mars 1942, Filof déclarait qu'il était en paix avec les Républiques soviétiques mais qu'il prenait une part non inactive dans la lutte contre le Bolchevisme !

Peut-on, dans ces conditions, passer aujourd'hui l'éponge sur ce passé récent ? retenir les circonstances atténuantes en faveur des Bulgares ? sacrifier les alliés fidèles, combattants, au traître ? donner la main au « Bon Bulgare » aussi inexistant que le « Bon Allemand » ?

Car où est-il ce « Bon Bulgare » ? Nous le chercherons en vain sans le trouver dans les manifestations de l'opinion publique bulgare.

Que disent — que font — que pensent :

les Organismes de l'État ?

les Organismes spirituels ?

les Associations ?

les hommes d'État de droite et de gauche ?

*
* *

L'armée ? ses officiers sont inféodés à Berlin. L'Église, elle, a chassé de leurs temples les prêtres serbes et grecs ! Les Associations d'officiers et de sous-officiers de réserve animent l'opinion publique d'un esprit de haine ! L'organisation des jeunes, — qui compte 250.000 adhérents, — a pour but principal l'entente avec l'Organisation similaire nazie : elle aussi a faim de la terre des autres et soif de la mer. Le comité révolutionnaire pour la Macédoine reconstituée par les autorités, n'est certes pas le « Bon Bulgare ». Déjà le 6 avril 1941, — le jour de l'attaque allemande, — ses bandes se livraient à des massacres sur territoire yougoslave et grec. Fidèle aux traditions prussiennes, il enlève meubles, vaisselle, objets de toute valeur et les envoie en Bulgarie. Voilà donc la masse bien enrégimentée et bien nazifiée !

Mais que fait la masse pensante, que font les partis politiques ?

Si la Dictature en 1934 a dissous officiellement les partis politiques, le monde politique demeure cependant et agit dans ses cadres anciens pour soutenir unanimement la politique de violence.

Les gens de droite ? tous ont applaudi sans réserve à la politique extérieure du Gouvernement. Les gens de gauche ?

a) Les Agrariens ont acclamé au Sobranié l'accession de la Bulgarie au Pacte tripartite. Leurs journaux et leurs publications sont unanimes.

b) Les Agrariens d'extrême-gauche ne sont pas moins

patriotards : ils n'acceptent l'entente avec la Yougoslavie et la Grèce que si celles-ci acceptaient préalablement toutes les annexions bulgares réalisées par la force.

c) Les Socialistes ont déclaré qu'ils sacrifiaient leurs « principes » à la conquête.

d) Les Ouvriers et les Communistes enfin ? Ils ont repris leurs traditions et leur tactique de mensonges des luttes macédoniennes. Ils jouent chez les autres seulement la carte communiste. Les Communistes bulgares sont nationalistes lorsqu'il s'agit de la Bulgarie. Je ne leur en tiens pas rigueur. C'est leur devoir. Ils ne sont internationalistes que lorsqu'il s'agit des autres — pour abaisser les frontières de leurs voisins — et y porter le désordre.

1° Ils ont joué la carte internationaliste en 1903 en Macédoine.

2° Ils la jouent aujourd'hui pour conserver à la Bulgarie ses conquêtes sous une forme détournée en réclamant l'autonomie de la Macédoine et de la Thrace.

Si les Comités révolutionnaires ont employé le couteau et la hache pour réduire la conscience nationale de leurs victimes, de faux communistes se sont insinués auprès de quelques éléments avancés pour les tromper et obtenir leur concours. C'est ainsi qu'ils ont joué la partie auprès du Parti communiste grec. Ils reconnurent vite qu'ils n'avaient aucune chance de réussir. Le Parti communiste grec n'a jamais été mis au ban de la Constitution hellénique par la Grèce parlementaire. Il ne le fut, ainsi que tous les partis du reste, que par la Dictature du Général Métaxas. Nos Communistes sont nationaux.

Aussi les Bulgares, — ne pouvant arriver à leurs fins — produisirent des faux, avec l'aide de la Légation de Bulgarie à Athènes — système nazi — comme ce fameux traité passé entre un maître d'école bulgare et un grec inconnu, Ioanidis, par lequel tous deux s'engageaient au nom des Grecs,

Bulgares, Serbes, Croates, oubliant les Albanais et les Turcs de Thrace, à proclamer l'Union des Balkans dans une Communauté internationale. Mais dans la Charte de l'Union, ils n'oublièrent pas les revendications de la Bulgarie sans objet cependant dans une union. La Bulgarie, obtenait un large accès à l'Égée, avec des annexions ; et un État macédonien, membre de l'Union, était construit de toutes pièces avec des provinces détachées de la Yougoslavie et de la Grèce seulement. Pas une seule de la Bulgarie. On préparait ainsi un rapt détourné.

Où donc est le « Bon Bulgare » qui entend approcher « inquiet » les troupes de Moscou qu'il a trahi depuis 70 années ? C'est une création de l'esprit ; c'est comme le « Bon Prussien » un mythe qui charme les âmes candides.

On ne peut établir sur ces illusions et sur ces mensonges un état de sécurité et de Paix dans les Balkans. Mais on peut l'établir en se confiant à la Grèce. Nous avons été fidèles à nos Alliances :

En 1914, nous demandions de nous mettre aux côtés des Alliés avant la bataille de la Marne, aux jours du danger.

En 1916, nous avons fait une Révolution pour tenir la parole donnée aux Serbes.

En 1941, notre « Non », notre résistance en Albanie a servi la cause internationale. Alors, seuls en armes auprès de la Grande-Bretagne, seule aussi après la défaite française, alors que les États-Unis étaient encore neutres, que les Soviets étaient encore en dehors de la bataille, nous avons accepté le sacrifice : pour nous et pour tous.

Notre résistance a porté ses fruits : elle a rendu possible pour les Turcs et nécessaire pour les Nazis, l'accord germanoturc de juin 1941 qui a couvert le Proche-Orient. Car Hitler, se décidant à attaquer Moscou, n'avait plus le temps nécessaire pour soumettre par les armes ces pays-ci, — des Dardanelles à Suez — avant de réduire, ainsi qu'il l'espérait, les Soviets.

Entre les Bulgares et nous, puissants de la terre, votre choix n'est-il pas déjà fait? Et dans ces conditions, quelles doivent être les stipulations de la Paix gréco-bulgare? Ce sera ma conclusion.

CONCLUSION.

Quelle est la Paix à conclure? Comment? Et d'abord par qui? Quand on parle des conditions à accorder, ou à imposer à la Bulgarie, il faut encore que cette paix soit conclue par ceux avec qui la Bulgarie est en guerre et parmi les belligérants il y a ceux de premier plan, ceux qui ont été traîtreusement attaqués, occupés, foulés aux pieds, massacrés, les Grecs et les Yougoslaves. Les autres, les Puissances, ont déclaré la guerre aux Bulgares par solidarité, et parce que ceux-ci étaient les Alliés de Berlin, mais elles n'ont pas eu à subir leurs outrages. Les Grandes Puissances doivent cependant se rappeler quelle est la position clé de la Bulgarie dans les Balkans, pour la sécurité de l'Égée, sur le chemin de l'Anatolie, et ne pas confier à la légère la garde de tant d'intérêts aux Bulgares qui n'ont de constant que la trahison.

Pour nous, nous avons à formuler nos conditions de paix vis-à-vis de la Bulgarie, et il faudra que celle-ci sente aussi la victoire de notre Droit.

Heureusement qu'une très récente déclaration du Chef du Foreign Office a mis les choses au point :

a) D'une part, les Bulgares s'illusionnent s'ils pensent pouvoir garder une partie de leurs conquêtes territoriales en marchandant à la dernière heure leur sortie de l'accord tripartite; il ne leur sera accordé aucun avantage territorial au détriment des Yougoslaves et des Grecs. Déjà, il y a un an, le 24 mars 1943, le sous-secrétaire d'État au Foreign Office avait déclaré que la Grande-Bretagne regardait comme

nuls et non venus tous les attentats pour bulgariser la Macédoine et la Thrace grecques, et que toutes les mesures d'expropriation et d'expulsion seraient rapportées après la guerre.

b) D'autre part, M. Eden a déclaré que Yougoslaves et Grecs seraient présents à l'armistice et au Traité de Paix pour y formuler leurs conditions.

Nos conditions, je les ai indiquées au cours de cet exposé :

Les frontières nécessaires à notre sécurité; clore définitivement ces vaines discussions sur la sortie sur l'Égée, dont les Bulgares altèrent le but réel; l'échange intégral des minorités, l'annulation des actes de violence; les réparations; la punition des coupables. Car par ailleurs il faut que les Bulgares comprennent leur défaite, et leur crime. C'est avec satisfaction qu'on a appris que l'Allemagne sera occupée tout entière. Nous attendons seulement qu'auprès des trois alliés principaux à Berlin toutes les victimes aient des détachements pour venger l'outrage qui leur a été fait.

Quant à la Bulgarie, il faut qu'elle soit également occupée militairement mais par nous également, car il faut qu'elle paie son crime par l'occupation, par la présence sur son territoire des armées des peuples qui furent ses victimes. Après leur défaite en 1918, on commit la faute de ne pas permettre aux troupes helléniques d'occuper, avec les forces alliées, le territoire bulgare; il fallait ménager l'amour-propre de ces pauvres gens, des « Bons Bulgares » et ne pas créer des frictions qui rendraient l'entente entre balkaniques impossible. De cette singulière conception, de cette faiblesse, les Prussiens des Balkans, comme les autres, — ceux qui ne virent pas Berlin occupé, — ont tiré la conclusion que leur défaite n'était pas irrémédiable. Il faut qu'on se le dise, il n'y a pas de bons Bulgares à ménager, comme il n'y a pas de bons Prussiens parmi ceux qui, avec le couteau et la flamme à la main, ont foulé le sol de nos patries.

*
* *

Mais alors, dira-t-on, nul espoir de voir un jour l'Entente s'établir entre les peuples des Balkans ?

Cette entente, je la désire plus que tout autre.

Pendant dix années, à Genève, aux Conférences balkaniques, — à Bucarest, à Stamboul, à Sofia, je n'ai cessé de prêcher l'entente. J'ai ouvert, comme Ministre de l'Intérieur au Parlement hellénique les séances des Amis de la Paix d'où sont sorties les Conférences balkaniques. Nous avons tout fait pour rapprocher les peuples, pour nous connaître, — pour être compréhensifs des besoins de chacun. Et nous espérons toujours que quelque matin l'aube se lèvera sur les morts et sur les vivants pour les unir dans une même floraison et une même clarté.

Mais pour que la fraternité des Peuples balkaniques soit possible, il faut d'abord que les Bulgares prennent pleine conscience de leur défaite. Nous en avons assez d'être les frères assassinés. Nous ne voulons pas de fraternité de Caïn. Il faudra que, pendant des années, l'œil des Dieux de l'Olympe suive le travail de réparation ; que le cœur du coupable se soumette à la Justice. Jusqu'alors, sur les chantiers où les villes brûlées seront reconstruites par l'ouvrier bulgare, sur ces cimetières aux croix innombrables où le Bulgare devra faire son *mea culpa*, l'œil de Zeus restera dans la geôle et fixera Caïn.



006069

SISMANGIJO
MPOARO

 **SISMANGOLIO**
MPCARD

© SIMONELLI
MILANO

 **SISMANOGGIO**
MELCAND